

Indonésie. La nomination du général Wiranto au poste de numéro un de la sécurité démontre un mépris à l'égard des droits humains

vendredi 9 décembre 2016, par [Amnesty International](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2016).

La décision du président Joko « Jokowi » Widodo de nommer le général Wiranto au poste-clé de la sécurité en Indonésie, le lendemain de l'annonce de l'exécution prochaine de 14 condamnés à mort, témoigne d'un mépris envers les droits humains, a déclaré Amnesty International mercredi 27 juillet 2016.

« C'est un comble. Après avoir ordonné une nouvelle série d'exécutions, le président Jokowi décide de remettre le contrôle des services de sécurité du pays à un homme qui a été inculpé de crimes contre l'humanité par un tribunal parrainé par l'ONU », a déclaré Josef Benedict, directeur adjoint du programme Asie du Sud-Est et Pacifique à Amnesty International.

Le 27 juillet, le général Wiranto a été nommé au poste de ministre coordinateur des Affaires politiques, de la Justice et de la Sécurité.

Il avait été publiquement désigné comme suspect dans l'enquête ouverte en 1999 par la Commission nationale des droits humains Komnas HAM (Komisi Nasional Hak Asasi Manusia, Komnas HAM), mais n'a jamais été poursuivi en Indonésie.

Au terme de son enquête, Komnas HAM avait conclu que le général Wiranto avait connaissance des violations des droits humains à caractère « généralisé et organisé » qui se sont déroulées en 1999, à l'époque du référendum au Timor oriental. Elle avait également conclu qu'il portait l'ultime responsabilité concernant l'effondrement de la sécurité au lendemain de l'annonce des résultats du scrutin.

En tant que plus haut organe responsable de la sécurité en Indonésie, le bureau du général Wiranto supervise désormais plusieurs ministères et institutions étatiques, dont le bureau du procureur général qui aurait dû ouvrir une information judiciaire et rédiger un acte d'inculpation en s'appuyant sur les conclusions de la Komnas HAM.

Complément d'information

En février 2003, les chambres spéciales pour les crimes graves du tribunal du district de Dili, parrainées par l'ONU, ont inculpé le général Wiranto, alors ministre de la Défense et de la Sécurité et commandant des forces armées, de crimes contre l'humanité en lien avec les événements qui se sont déroulés au Timor oriental en 1999.

Actuellement, le général Wiranto préside le Parti de la conscience du peuple (Hanura) qui a soutenu Joko Widodo durant sa campagne présidentielle de 2014. Il a brigué sans succès la présidence de l'Indonésie en 2004, et sans plus de succès la vice-présidence en 2009.

P.-S.

* 27 juillet 2016, 14:35 UTC :

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/07/gen-wiranto-is-a-threat-to-human-rights/>